

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Merkozy : une catastrophe pour la Grèce et l'Union européenne

- Economie -

Date de mise en ligne : mercredi 14 mars 2012

Démocratie & Socialisme

Le plan imposé à la Grèce et les plans de destruction sociale qui se généralisent dans toute l'Union européenne, à l'initiative de Merkel et de Sarkozy, sont une catastrophe pour la Grèce comme pour l'Union européenne.

Les Grecs ne bénéficieront pas de l' « aide » de l'UE et du FMI

L'argent sera versé sur un compte bloqué comme l'avait exigé Merkozy. Les sommes ne seront débloquées que pour recapitaliser les banques ou payer les créanciers de la dette grecque au fur et à mesure de leur arrivée à échéance.

Les Grecs ne verront donc pas la couleur d'un seul euro des 130 milliards d'euros de l'UE et du FMI, comme cela avait déjà été le cas pour le précédent prêt de 110 milliards. Ce plan de sauvetage n'est pas un plan de sauvetage de la Grèce, bien au contraire puisqu'il l'enfoncé encore plus dans la récession et la misère sociale. C'est uniquement un plan de sauvetage des banques.

La dette publique grecque ne diminuera pas

La dette grecque s'élève à 365 milliards d'euro, c'est-à-dire à 160 % d'un PIB de 328 milliards d'euros fin 2011.

Merkozy et la finance annoncent qu'avec les « sacrifices » des banques et le prêt de 130 milliards d'euros, la dette grecque ne devrait plus s'élever qu'à 120 % du PIB de la Grèce en 2020. Pourquoi en 2020 ? Tout simplement parce que le prêt de 130 milliards du FESF et du FMI viendra s'ajouter à la dette publique actuelle de la Grèce. 106 milliards en moins et 130 milliards en plus, cela signifie à court terme une dette accrue de 24 milliards d'euros !

La Troïka (BCE, UE, FMI) prévoit pour arriver à une dette grecque de 120 % du PIB en 2020 une croissance de 1,1 % en 2012 et de 4 % par an ensuite. Ce scénario illustre parfaitement l'incroyable aveuglement de la Troïka. En 2011, le PIB de la Grèce a diminué de 6 %. Cela devrait être encore pire en 2012 et on ne voit pas comment la situation pourrait s'améliorer entre 2013 et 2020. Ce que la Troïka refuse de reconnaître c'est que les plans de destruction sociale imposée à la Grèce ont massacré sa consommation intérieure et que la généralisation de l'« austérité » à l'ensemble de l'Europe détruit ses débouchés extérieurs.

Il faudra bien, tôt ou tard, se rendre à l'évidence, la Grèce est insolvable, elle ne pourra jamais rembourser sa dette. La seule solution pour elle est d'annuler sa dette publique et d'éjecter de son sol les hommes en noir de la Troïka avec leurs plans de destruction sociale.

La démocratie grecque pulvérisée

La formule employée par le ministre de l'économie grec, Evángelos Venizelos, illustre parfaitement ce qu'il en est, aujourd'hui, de la démocratie grecque. Ce triste personnage s'est félicité d'une participation « massive » des créanciers grecs qui constitue « un vote de confiance » de ces créanciers. Voilà le seul « vote » qui compte pour le gouvernement grec actuel. Il faut dire que Venizelos, venus dans les bagages de Papademos doit son poste actuel de ministre aux marchés financiers qui avaient imposé ce nouveau gouvernement dit d'« union nationale » après que

Papandréou avait osé (pas longtemps, hélas) s'opposer à Merkozy en annonçant un référendum.

Les sommes versées par le FESF et le FMI le seront sur un compte bloqué, contrôlé par la Troïka. Les nouvelles obligations émises par la Grèce seront soumises au droit anglais pour rendre plus difficile une restructuration ou une annulation de la dette grecque.

La Troïka siège en permanence à Athènes et se substitue de plus en plus au gouvernement et à l'Etat grec. Cela ne suffit pas à Merkel qui veut, de nouveau, imposer à la Grèce la présence d'un commissaire européen chargé d'administrer la Grèce.

La Troïka a exigé, avant les élections législatives, que les dirigeants des « partis de gouvernement » signent un document les obligeant à ne rien changer aux engagements pris par le gouvernement de Papademos. Une façon évidente d'annoncer que ces élections ne serviraient à rien, que le suffrage universel n'a plus aucune valeur.

Les élections législatives sont sans cesse repoussées. Elles devaient avoir lieu en février, le gouvernement parle maintenant de mai ou de juin. Il faut dire que les sondages donnent 40 % des suffrages aux partis de gauche qui refusent les plans de destruction sociale. Le PASOK, dont la plupart des dirigeants n'ont pas eu le courage manifesté par 22 de ses députés qui ont refusé de voter le dernier plan de destruction sociale, n'obtiendrait plus que 10 % des voix alors qu'il avait recueilli 44 % des suffrages en 2009.

La politique des oligarques européens est une quadruple catastrophe

Une catastrophe démocratique comme nous venons de le voir. Une catastrophe sociale avec les plans de destruction sociale à répétition imposés au peuple grec. Une catastrophe économique puisque ces plans plongent la Grèce dans une récession de plus en plus profonde.

Une catastrophe financière, enfin, puisque le déficit public de la Grèce s'accroît chaque année de 6 ou 7 %, contrairement aux objectifs prétendus des oligarques européens. Selon le dernier rapport de la Troïka, la Grèce pourrait revenir sur les marchés financiers en 2015. C'est complètement farfelu. Il faudrait pour cela que les marchés financiers exigent de la Grèce des taux de l'ordre de 5 % pour acquérir les obligations qu'elle émettrait afin de rembourser les titres de sa dette publique arrivés à échéance. Cela n'a aucun rapport avec la réalité : le taux de rendement des obligations grecques exigé par la finance est aujourd'hui supérieur à 34 % sur le marché secondaire (la bourse). L'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* du 4 mars affirmait que la Troïka, dans une première version de son rapport, avait écrit que ce retour de la Grèce sur les marchés financiers était loin d'être évident et que les besoins en financement de ce pays pourraient alors atteindre 50 milliards d'euros entre 2013 et 2020. Ce passage, selon *Der Spiegel*, avait été retiré à la demande du gouvernement allemand.

La crise de la dette publique européenne est, hélas, loin d'être terminée

Sarkozy, à l'issue du sommet européen de Bruxelles, le vendredi 2 mars proclamait : « *nous ne sommes pas sortis de la crise économique mais nous sommes en train de tourner la page de la crise financière* ». Il n'avait toujours pas compris qu'il y avait un rapport étroit entre crise financière et crise économique. Sous prétexte de répondre à la crise financière en réduisant les déficits à marche forcée, les « plans de rigueur » imposés aux pays européens plongent

leurs économies dans la récession. La récession, à son tour, empêche toute réduction des déficits publics et accroît la crise financière.

Pour sortir de ce cercle vicieux, les oligarques européens veulent imposer des « réformes de structure ». Ainsi, en Espagne, au nom de la lutte contre le chômage, le chef du gouvernement, Mariano Rajoy entend-il imposer une réforme du marché du travail qui passe par une suppression de toute entrave aux licenciements, une durée de stage avant titularisation passant de six mois à un an. La meilleure recette pour encore augmenter le chômage et accentuer la récession de l'avis des syndicats espagnols (UGT et CCOO) qui appellent à une nouvelle grève générale le 29 mars prochain. En attendant, la Commission européenne « attend des explications » et envoie ses « inspecteurs » à Madrid.

Sarkozy veut nous faire croire que le répit relatif que connaissent aujourd'hui les taux d'intérêt de l'Espagne et de l'Italie (5 à 6 % au lieu de 6 à 7 %) serait dû au pacte Merkozy. C'est entièrement faux, ce pacte aboutit exactement à l'effet inverse en enfonçant encore plus l'Europe dans la récession.

Le répit donné à ces deux pays a une seule origine, les 1 018 milliards d'euros prêtés aux banques européennes par la BCE au taux de 1 % : 489 milliards en décembre 2011 et 539 milliards en mars 2012. Les banques (en particulier italiennes et espagnoles) utilisent les fonds qu'elles ont obtenus aux guichets de la BCE pour acheter des titres des dettes publiques espagnoles et grecques, donc augmentent leur cours et font baisser leurs taux de rendement. Mais la BCE aura du mal à renouveler ce type de crédit car les marchés financiers commencent (à juste titre) à s'inquiéter de l'addiction des banques à ce type de crédit. Et peut-être aussi les peuples espagnols et italiens commencent-ils à se poser la question de savoir pourquoi les banques prêtent à l'Espagne et à l'Italie à des taux supérieurs à 5 % alors qu'elles obtiennent cet argent au taux de 1 % auprès de la BCE ?

Jean-Jacques Chavigné